

Le National planche sur un contre-projet à une initiative qui vise à étendre les surfaces protégées

# Une biodiversité menacée à préserver



Un biotope de compensation de la H189, la route de contournement de Bulle. Jean-Baptiste Morel

« PHILIPPE CASTELLA

**Nature** » On en parle beaucoup moins que du réchauffement climatique, mais l'appauvrissement de la biodiversité représente une forte menace pour notre planète et la Suisse en particulier. Le Conseil national se penche depuis hier et jusqu'à demain sur une initiative populaire intitulée «Pour l'avenir de notre nature et de notre paysage», qui vise à mieux préserver la biodiversité.

Le Conseil fédéral lui oppose un contre-projet plutôt ambitieux et c'est sur son contenu que porte l'enjeu du débat. La mesure phare qu'il prévoit, c'est l'extension des zones protégées de 13,4% du territoire suisse aujourd'hui à 17% d'ici à 2030.

## Un débat... électrique

Ces mesures de promotion de la biodiversité peuvent entrer en conflit avec la production agricole mais aussi avec la production électrique renouvelable, dont l'importance a explosé

avec la crise énergétique actuelle. Cela a conduit à un débat... électrique sur les équilibres à trouver entre les trois.

Présidente de Pro Natura et membre du comité d'initiative, la Fribourgeoise Ursula Schneider Schüttel a tenté de convaincre de l'urgence de la situation: «Plus d'un tiers de toutes les espèces végétales et animales de Suisse sont menacées, ainsi que près de la moitié des biotopes.» La Confédération a certes adopté une stratégie biodiversité en 2012, mais ses effets ne sont guère perceptibles.

## La Suisse lanterne rouge

La socialiste a surtout tenté de démontrer qu'il ne fallait pas opposer agriculture et biodiversité, en insistant sur l'importance des pollinisateurs pour la production alimentaire. Elle soutient la production énergétique renouvelable, mais «pas à n'importe quel prix, pas au prix d'une destruction de la nature et du paysage». Il y a des arbitrages à trouver, selon elle.

La verte genevoise Delphine Klopfenstein Brogginini a souligné que la Suisse était «la lanterne rouge en Europe» en matière de protection de la biodiversité.



**«Je ne veux pas d'une dictature de la biodiversité»**

Pierre-André Page

Son camarade de parti Raphaël Mahaim (VD) n'hésite pas à adopter un ton apocalyptique:

«Nous sommes entrés dans la sixième extinction de masse des espèces, la plus grave depuis la disparition des dinosaures.» Il souligne en particulier que «près de 80% des insectes ont disparu ces 30 dernières années» et que «si les abeilles venaient à disparaître, l'être humain n'aurait plus que quatre ans à vivre», une prophétie dont il n'a pas envie de tester la véracité.

Le Vaudois utilise aussi une jolie image pour signaler qu'il ne faut pas jouer la biodiversité contre le climat: «C'est comme si on construisait l'arche de Noé sans y installer les animaux à l'intérieur.»

## Paysans aux barricades

Le monde paysan, lui, est monté aux barricades pour dire tout le mal qu'il pensait tant de l'initiative que du contre-projet. Président de l'Union suisse des paysans, le centriste Markus Ritter (SG) a brandi la menace du référendum contre ce dernier tout en insistant sur le fait que «l'agriculture suisse s'est énormément engagée toutes ces dernières années pour la protection de la biodiversité.»

Plusieurs de ses confrères paysans ont souligné que 19% des surfaces agricoles servaient déjà ce dessein, en particulier les bandes herbagères et les jachères. «Je ne veux pas d'une dictature de la biodiversité», a proclamé Pierre-André Page.

Pour l'UDC fribourgeois, «l'initiative lierait les mains de l'agriculture» et «affaiblirait la production indigène, de même que la production énergétique».

Autre Fribourgeoise à intervenir dans le débat, Christine Bulliard-Marbach a utilisé cette comparaison pour montrer que, malgré sa sensibilité à la question, le contre-projet allait trop loin: passer de 13,4% à 17% de zones protégées, cela correspond à une extension de la surface du canton de Lucerne. Selon la centriste, ce serait là «un tribut lourd pour notre agriculture» et cela aurait des «conséquences clairement perceptibles sur notre autonomie alimentaire».

Ce débat a des accents similaires à celui de la campagne de votation en cours sur l'élevage intensif. Et Jean-Luc Addor n'a pas manqué de le souligner: «Les agriculteurs n'en finissent plus de subir les attaques qui viennent toujours des mêmes milieux et toujours sous des oripeaux séduisants.» Et l'UDC valaisan de dénoncer: «On veut transformer toujours plus les agriculteurs en jardiniers au lieu de favoriser leur travail de production.»

## Un sort incertain

Le débat se poursuit aujourd'hui et demain. Le Conseil national devrait recommander le rejet de l'initiative qui n'est soutenue que par la gauche et une partie des Vert'libéraux.

Son éventuel retrait est conditionné à la teneur du contre-projet, a mentionné Ursula Schneider Schüttel. Le sort de celui-ci est encore incertain. En plus de l'opposition du monde agricole, la crise énergétique pourrait refroidir des velléités en la matière. »